

Questions orales

• (1420)

[Français]

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'ai cité textuellement le rapport McGrath, et j'ai cité aussi textuellement l'endossement de ce rapport par le premier ministre. Alors je suis surpris que le premier ministre suppléant continue de refuser d'accorder un vote libre sur la TPS, même après qu'on lui a rappelé que le premier ministre s'était prononcé en faveur du droit des députés du gouvernement de voter librement sans craindre des représailles.

Alors, je demande au premier ministre suppléant: est-ce qu'il y aura un vote libre sur le projet de loi concernant la TPS, et si ce n'est pas le cas, quelles en sont les raisons? Monsieur le Président, il n'y a pas de vraie raison, selon les paroles du premier ministre.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, selon les paroles du premier ministre, selon la tradition du Parlement, les questions qui touchent les questions budgétaires ou les questions économiques qui sont d'une importance primordiale, ou les questions sur les motions présentées par l'opposition pendant les jours désignés, sont toujours des questions de confiance. C'est un principe bien établi, c'est un principe accepté par la Commission McGrath. Le chef de l'opposition doit arrêter ses essais pour réviser l'histoire.

* * *

[Traduction]

LES PÊCHES

L'hon. William Rompkey (Labrador): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans.

Le bruit court que les pêcheurs de la région de l'Atlantique recevront pour toute aide financière la maigre somme de 500 millions de dollars. C'est ce qu'on dit.

Des voix: Oh, oh!

M. Rompkey: Je vois que cela fait rire les ministres, ceux-là mêmes qui ont accordé 21 milliards de dollars aux agriculteurs de l'Ouest.

Le secrétaire parlementaire peut-il confirmer que l'aide accordée à la région de l'Atlantique totalisera plus que cette maigre somme de 500 millions de dollars et qu'elle sera aussi généreuse que celle qui a été consentie aux agriculteurs de l'Ouest, comme le premier ministre l'a promis? Peut-il nous le garantir?

M. Ross Reid (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, je peux d'abord assurer à mon collègue que le programme d'aide à l'industrie de la pêche de la région de l'Atlantique sera conçu, élaboré et réalisé de façon à répondre aux besoins des pêcheurs de cette région et des gens qui vivent de cette industrie.

Ce n'est pas tant l'argent que notre préoccupation pour le secteur de la pêche et ses problèmes qui oriente notre politique.

L'hon. William Rompkey (Labrador): Monsieur le Président, tout irait bien si le gouvernement joignait le geste à la parole. Toutefois, il n'a offert jusqu'ici que 130 millions de dollars pour déménager des gens à Toronto.

Le secrétaire parlementaire peut-il nous garantir que le gouvernement sera fidèle à la promesse qu'a faite le premier ministre d'offrir une indemnisation généreuse, qui devrait s'élever à beaucoup plus que 500 millions?

M. Ross Reid (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, cette petite somme de 130 millions de dollars est destinée à subvenir aux besoins immédiats des habitants des Maritimes qui sont en difficulté à cause des problèmes que connaît, comme nous le savons tous, l'industrie de la pêche dans cette région.

Outre l'assurance-chômage, les programmes de formation et l'aide à la mobilité, nous avons offert des fonds pour les initiatives communautaires. Ces fonds permettront aux collectivités de la région de l'Atlantique de trouver des solutions à leurs problèmes et de proposer des moyens d'intervention auxquels nous pourrions tous contribuer pour garantir l'avenir de ces collectivités. Je crois que c'est ce que souhaitent tous les députés.

* * *

[Français]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Le ministre des Finances répète sans arrêt que sa taxe ne touchera pas les gens à faible et moyen revenus. Nous savons tous que ce n'est pas le cas. Non seulement le crédit de la TPS est insuffisant, mais en plus, nous venons d'apprendre que les provinces pourraient bien considérer cet argent comme un revenu et le taxer. Ce serait le cas du Québec.

Est-ce que le ministre peut confirmer que c'est ce qui va se passer?